

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-unite-latinoamericaine-comme-projet-historique>

L'unité latinoaméricaine comme projet historique

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : dimanche 11 janvier 2015

Description :

La conjoncture latinoaméricaine contemporaine est marquée par de grandes avancées dans les projets et processus d'intégration régionale. C'est la première fois dans l'histoire que la région a une densité diplomatique aussi dynamique, un ensemble si vaste et divers de mécanismes d'échange et d'action politique conjointe. À la dynamique complexe d'intégration des nations, se joint également l'intégration des peuples et des mouvements populaires, avec un pouvoir croissant de pression sociale et de participation (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La conjoncture latinoaméricaine contemporaine est marquée par de grandes avancées dans les projets et processus d'intégration régionale. C'est la première fois dans l'histoire que la région a une densité diplomatique aussi dynamique, un ensemble si vaste et divers de mécanismes d'échange et d'action politique conjointe. À la dynamique complexe d'intégration des nations, se joint également l'intégration des peuples et des mouvements populaires, avec un pouvoir croissant de pression sociale et de participation à l'élaboration des politiques publiques qui reflète l'affirmation du mouvement démocratique. Dans ce contexte, il est un principe qui demande toujours plus de centralité, c'est celui de la souveraineté, comme la capacité d'autodétermination des États, des nations, des peuples et des communautés.

Le débat actuel autour de l'intégration régionale et de ses perspectives possède de forts antécédents qui montrent la profondeur de l'unité latino-américaine comme projet historique. Sans nous attarder plus longuement sur le développement de ces antécédents, nous cherchons à présenter quelques exemples de ce qui constitue les bases doctrinaires de l'actuel processus d'intégration régionale. Cette approche montre surtout, les limites d'une tentative de conversion de ce processus d'intégration en un simple échange commercial.

Intégration régional et projet stratégique

La géopolitique de l'intégration régionale latino-américaine est profondément affectée par une dispute des intérêts entre le projet hégémonique des États-Unis, exprimé dans une stratégie complexe de domination et d'appropriation des ressources naturelles considérées « vitales », ce qui convertit l'accès à ces ressources, qui se trouvent essentiellement hors du territoire continental et d'outre-mer des États-Unis, en un sujet de « sécurité nationale » pour ce pays. D'autre part, des processus d'intégration régionale se développent hérités des luttes continentales pour l'indépendance pendant le 19ème siècle, qui rencontrent dans la rénovation du bolivarianisme un projet d'affirmation souveraine qui a avancé et s'est approfondi au cours des dernières années.

Cependant, le renforcement de l'intégration régionale exige une nouvelle vision stratégique élaborée à partir d'une vaste discussion sur la dynamique et les tendances du système mondial, l'émergence des nouvelles puissances à l'échelle globale, et le développement d'une vision géopolitique qui articule les intérêts en jeu et la conformation de nouvelles territorialités à partir d'un grand mouvement social du « bas vers le haut ». Ce moment d'élaboration de la pensée régionale a pour défi la construction d'une stratégie de réappropriation sociale des ressources naturelles et de leur gestion économique et scientifique, ce qui exige une re-discussion approfondie de la notion-même de développement, du concept-même de souveraineté et de la position de l'Amérique Latine dans la géopolitique mondiale.

L'analyse des diverses dimensions qu'implique la dispute globale pour les ressources naturelles considérées stratégiques, requiert un bilan de l'histoire mondiale récente qui a pour aspect fondamental, l'émergence de la Chine. La nouvelle centralité de la Chine dans l'économie et la politique mondiale nous conduit à souligner l'importance de l'approche de longue durée (du point de vue Braudélien) et des processus de civilisation dans la construction des instruments théorico-méthodologiques pour l'analyse de la conjoncture. Dans ce contexte, et avec une approche qui s'efforce de capturer la complexité du monde contemporain, la question stratégique transcende largement le cadre de la politique de sécurité et de la défense nationale, pour s'insérer dans l'analyse des processus historiques de longues durées et de la dimension civilisatrice des visions stratégiques.

L'Amérique Latine a, en relation avec la Chine, une opportunité historique de développer une coopération stratégique à long terme, visant à rompre la relation de dépendance qui marqua son insertion dans le système mondial. Il convient à la région de profiter de cette opportunité ou de reproduire la logique de la dépendance et la dynamique d'exportation des matières premières à faible valeur ajoutée, qui a pour base la logique de ce qu'on appelle l'extractivisme, qui étranger à tout projet national, restreint notre horizon économique aux intérêts des économies

centrales et des entreprises transnationales qui deviennent les agents économiques de ces intérêts.

De l'hégémonie unipolaire à l'hégémonie partagée

Pendant la dernière décennie, le débat théorique et politique a été profondément marqué par la crise de l'hégémonie unipolaire et par la configuration d'un espace global avec hégémonie partagée, ou multipolaire. L'importance économique et politique croissante des puissances émergentes, ceux que l'on nomme « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et, récemment, Afrique du Sud), posent des éléments nouveaux afin de repenser la dynamique économique et politique d'un monde multipolaire, où les processus et projets d'intégration régionale se convertissent en mécanismes nécessaires pour la compartimentation du pouvoir mondial et régional et pour le renforcement des projets de développement par et pour le Sud.

La collaboration sud-sud puise son inspiration plus profonde dans l'affirmation de la lutte anti-coloniale du tiers monde et dans l'apparition des pays non-alignés. La Conférence de Bandung, qui s'est tenue en avril 1955, représenta un des moments les plus importants de ce processus. Ce rassemblement, auquel participèrent 23 pays asiatiques et 5 africains, se nourrit des principes de la lutte anti-coloniale et anti-impérialiste, élaborant un vaste appel d'autodétermination et de développement des peuples basé sur la solidarité et la coopération économique et culturelle et cherchant à créer un espace politique indépendant quant aux blocs militaires et la confrontation entre États-Unis et l'Union Soviétique durant la période de la Guerre Froide. Le thème principal était porté sur les luttes nationales pour l'indépendance, l'éradication de la pauvreté et le développement économique, au travers des organisations régionales et des politiques économiques de coopération entre les pays du tiers monde.

L'esprit de Bandung a permis de créer un vaste consensus entre les principaux leaders et les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine par rapport à l'affirmation de la paix et les principes de coexistence pacifique, à un moment où le monde vivait une situation d'extrême tension et de menace de guerre : l'invasion du Guatemala organisée par les États-Unis pour renverser le président Jacobo Árbenz, le déplacement de la Septième Flotte des États-Unis vers la mer de Chine, la substitution des troupes françaises par les troupes états-uniennes dans la région sud du Vietnam, après la défaite française à Dien Bien Phu en 1954 et la guerre de Corée (1950-1953).

Les cinq principes de coexistence pacifique, proposés par le premier ministre chinois Chou En-lai et ratifiés par le premier ministre hindou Jawaharlal Neru en 1954 : pas d'agression, pas d'intervention dans les affaires internes d'autres États, égalité et avantages mutuels et coexistence pacifique, ont été repris par la Conférence de Bandung comme partie des dix principes généraux, qui incluaient :

- le respect des droits fondamentaux en accord avec la Charte de l'ONU de 1948
- respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations
- reconnaissance de l'égalité de toutes les races et nations, indépendamment de leur taille
- pas d'intervention et ni d'ingérence dans les affaires internes d'autres pays
- respect des droits de chaque nation à se défendre, individuellement ou collectivement en accord avec la Charte de l'ONU
- refus de participer aux préparatifs de défense destinés à servir les intérêts particuliers des superpuissances
- abstention de tout acte ou menace d'agression ou emploi de force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'autres pays
- solution pacifique des conflits internationaux, en accord avec la Charte de l'ONU
- encouragement des intérêts communs de coopération
- respect de la justice et des obligations internationales

Le Mouvement des non-alignés a donné du contenu diplomatique, aux Nations Unies, à ses lignes d'action. Sous influence latino-américaine se crée la United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). Émergent également des expressions radicales de la lutte politique révolutionnaire, comme l'organisation Trilatérale, qui se crée à La Havane, en 1973. L'émergence de gouvernements comme celui de Velasco Alvarado au Pérou, de Juan José Torres en Bolivie, de Omar Torrijos au Panamá, de Salvador Allende au Chili, et le retour d'Eva Peron en Argentine, conduisent à des initiatives de l'État qui s'expriment dans la transformation de la ALALC en ALADI (Association Latino-américaine d'Intégration). Le Système Économique Latino-américain et de la Caraïbe (SELA) est également créé en 1975, destiné à l'étude de l'intégration régionale et à la formulation de ses politiques. Cependant, l'organisation interétatique la plus forte se crée en 1960 avec l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Dans le même temps, le vote de la « Charte des Droits et Devoirs Économiques des États », en 1972, promue par le président mexicain Luis Echeverría, consacre les principes du non-alignement aux Nations Unies.

Les initiatives internationales qui forment partie de cette offensive du tiers monde sont diverses, qui voit dans la victoire de la révolution vietnamienne et la libération du Laos et du Cambodge une épopée de la lutte anti-impérialiste mondiale. La réponse du centre impérial à cette offense commence à s'articuler autour de la formation de la Commission Trilatérale (Trilateral Commission) en 1973, qui réunit les États-Unis, l'Europe et le Japon avec pour stratégie la récupération du pouvoir mondial. Cette stratégie atteindra ses résultats dans la décennie de 1980, pendant les gouvernements de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, et s'exprime dans l'établissement de l'hégémonie de la pensée unique qui réussit, à transformer le Glanost et la Perestroïka, commencées par les soviétiques, grâce à dissolution de l'Union Soviétique.

Pendant la décennie de 1990 débutent de forts mouvements de restructuration de l'offensive des gouvernements et des mouvements du tiers monde, qui voit dans la réussite économique de la Chine et de l'Inde et, en partie, du Brésil au début du 21ème siècle, une recherche de formes institutionnelles qui expriment cette nouvelle situation.

Si dans la décennie de 1970 se créa le Groupe des 7 principaux pays développés (G7), dans les années 2000, en plus de l'incorporation de la Russie, sont inclus également plusieurs pays émergents composant le groupe des 20 (G20). Le principe de l'hégémonie partagée est ainsi consacré comme successeur des désastres causés par la politique de l'unilatéralisme qui a été imposée avec le gouvernement de Bush fils.

L'héritage historique des luttes du tiers monde se révèle de grande utilité pour une stratégie d'affirmation d'un système multipolaire et pour orienter, d'un point de vue stratégique, le processus d'intégration latino-américaine et son impact sur la géopolitique mondiale contemporaine.

L'Amérique Latine et la construction de l'unité continentale

Dans le même temps, l'Amérique Latine vit un processus à travers duquel la diplomatie régionale acquiert une densité inconnue jusqu'alors. Un ensemble de nouvelles articulations se traduisent en institutions sous-régionales, régionales et continentales, qui transforment le processus d'intégration en une réalité complexe qui implique des chefs d'État, ministères des relations étrangères et diverses autres agences nationales, qui en même temps, est accompagné d'un processus d'intégration des peuples et des mouvements sociaux, incluant les syndicats et les mouvements des agriculteurs et des étudiants qui avaient déjà une certaine tradition de l'intégration régionale.

Quant aux sciences sociales, un processus croissant d'intégration régionale s'est développé avec de nouvelles institutions d'étude, des universités et des réseaux académiques qui permettent d'avancer vers l'étude de la problématique régionale, en renforçant une vision d'ensemble. Peut-être que certains des exemples les plus remarquables de ce processus sont le *Conseil Latinoaméricain de Sciences Sociales* (CLACSO), dont la première session s'est organisée à Lima, en 1968 ; ou la *Faculté Latinoaméricaine de Sciences Sociales* (FLACSO), qui se crée en 1954, au Chili, et ensuite, s'étend à l'Argentine, au Mexique, au Brésil, à l'Équateur et à l'Amérique Centrale.

Dans le domaine de la recherche se sont créés, après la *Commission économique pour l'Amérique Latine* (CEPAL), le *Centre Latinoaméricain et Caribéen de Démographie* (CELADE), au Chili (1957) ; la *Escolatina* (master à l'université du Chili), dans le secteur de l'économie (Chili) ; l'*Institut Latinoaméricain de Planification Économique et Sociale* (ILPES) ; la *Maîtrise Latinoaméricaine de l'Administration Publique de la Fondation Getulio Vargas*, au Brésil ; le *Conseil Supérieur Universitaire Centre-Américain* (CSUCA), qui coordonne les universités de cette sous-région ; la *Coordination des Universités du Cône Sud* et, plus récemment, le *Forum Universitaire du Mercosur* (FOMERCO) et l'*Université d'Intégration Latinoaméricaine* (UNILA), qui a son siège dans la ville aux trois frontières, Foz de Iguaçu (Brésil). Parmi les diverses associations professionnelles qui se sont constituées au fil des dernières décennies se distinguent l'*Association d'Économistes d'Amérique Latine et de la Caraïbe* (AEALC) et l'*Association Latinoaméricaine de Sociologie* (ALAS). Cela montre que sont en train de se créer des conditions pour une intégration à long terme par l'intermédiaire d'un réseau d'institutions qui permettent la coopération et l'échange sur divers domaines de la connaissance.

Un bilan historique un minimum renseigné montre la densité croissante de l'intégration régionale, contrairement à ce que les défenseurs du panaméricanisme plaident, qui disqualifient systématiquement les avancées de ce processus.

Les parlements latinoaméricains du Mercosur, de la Communauté Andine, du Traité de Coopération Amazonienne, sont également des mécanismes de développement du processus d'intégration. Ce cadre institutionnel croissant ouvre le chemin pour le débat sur une stratégie commune sudaméricaine et latinoaméricaine, avec des possibilités de se convertir en des politiques concrètes. Le renforcement du Mercosur et la création postérieure de l'*Alliance Bolivarienne pour les Amériques* (ALBA) ; l'impact croissant sous-régional de la *Communauté et Marché Commun de la Caraïbe*, qui actuellement porte le nom de *Communauté Caribéenne* (Caricom) et plus récemment, la création de l'*Union des Nations Suraméricaines* (UNASUR) et celle de la *Communauté d'États latinoaméricains et caraïbes* (CELAC), sont l'expression de la densité croissante et du dynamisme de l'intégration régionale, contrairement à ce que les défenseurs du panaméricanisme plaident, qui disqualifient systématiquement les avancées de ce processus et qui persistent dans leurs tentatives visant à déstabiliser et affaiblir un projet historique d'unité des peuples de la région qui se révèle, en dernier ressort, comme un projet historique de longue durée.

***Monica Bruckmann** est Docteur en science politique, professeur du Département de Science Politique de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil. Directrice de Recherche de la chaire UNESCO sur l'Économie globale et le Développement Durable - REGGEN.

Membre du Comité de l'ALAL.
Amérique Latine en Mouvement,
N°500 de décembre 2014 qui
trait du thème « [Amérique
Latine : Questions de fond](#) » »

[Alai-Amlatina](#). Equateur, 24 décembre 2014.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Thomas Daburon

[El Correo](#). Paris, 11 janvier 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.